

**ECONOMIES ET SOCIÉTÉS**  
**Série « Philosophie et Science de l'homme »**  
**N°3/2009**

**PRESENTATION**

Le reprise de la publication de *Philosophie et science de l'homme* voudrait renouer avec l'intention, qu'on dira, sans crainte, humaniste, de ceux qui en furent les créateurs dans un esprit de liberté affranchi des réquisitions académiques qui, de plus en plus, évaluent les pensées selon le seul rendement de leurs applications. Dans ce contexte où s'effectue de manière rude une sélection sévère en fonction de critères posés de manière étrangère aux exigences du mouvement même de la recherche et de la réflexion *Philosophie et science de l'homme* voudrait contribuer au maintien d'un espace où l'écriture ne reçoit d'autre consigne que celle d'être un appel à la discussion et au débat, d'être une interrogation inquiète de sa lucidité et toujours patiemment maintenue.

Le climat actuel possède de nombreuses armes intimidantes pour produire des savoirs quasi officiels qui s'opposent à la vie même de la pensée et, fondamentalement, au projet désigné par le titre même de la revue initiée par Jean Lacroix. Car il ne s'agit certainement pas ici d'organiser quelque opposition entre disciplines mais tout au contraire de viser une autre destinée à la réflexion que celle de son fractionnement en autant de savoirs capturés soit par les gestions du social soit par un désir de compensation moraliste face à la déception spirituelle que produit cette même gestion. Penser les expressions de l'activité humaine et en même temps interroger les modalités particulières par lesquelles elles sont pensées et portées à la connaissance pourrait être l'objectif. Car cela ne donne pas à la philosophie et aux sciences de l'homme des rôles séparés où l'on se disputera le premier rang mais davantage propose à la philosophie d'autres lieux d'exercice que celui de la référence préconstituée et, de ce fait, éloignée ou absente d'elle-même.

Pour approcher notre intention, empruntons à Kojève sa proposition de définition quant à l'exercice philosophique, proposition qui donne à celui-ci le souci d'une présence totale et impliquée, voire risquée : « est philosophique, nous dit-il, n'importe quelle « science » (et donc toute science ou, si l'on veut, la « Science »), qui parle non seulement de *ce dont* elle parle, mais encore du fait qu'elle en *parle* et que c'est *elle* qui en parle ». Et le penseur de nous clarifier par l'énonciation de la réciproque une situation médiocre qui, selon nous, n'est pas sans pointer radicalement celle où aujourd'hui le monde nous attire : « tout discours, ajoute-t-il, qui ne parle pas de *lui-même* (comme d'un *discours*) se situe de ce fait en dehors de la Philosophie et peut donc vivre indéfiniment en paix avec elle en l'ignorant complètement »<sup>1</sup>.

Ces phrases de Kojève nous semblent aujourd'hui résonner comme des alertes vis-à-vis de ce que nous indiquions plus haut de ces réquisitions aujourd'hui brutales qui voudraient que les chercheurs se cantonnent à parler seulement de *ce dont* ils parlent dans le but de mettre leurs savoirs au service de perspectives strictes d'application et de rendement. Vivre en paix avec la philosophie, ce qui peut affecter d'ailleurs la philosophie elle-même envisagée comme

---

<sup>1</sup> Alexandre Kojève : *Essai d'une histoire raisonnée de la philosophie païenne* (1967), Paris, Gallimard, 1968, T. 1, p. 30.

discipline autonome, signifierait dès lors et très simplement vivre en paix avec ce monde, œuvrer à une (ré)conciliation toute verbale des « discours » avec les faits par la production d'énoncés indexés sur eux. Manière savante d'ignorer ou de se soumettre, pourrait-on dire en suivant Nietzsche qui, lui, ne vivait guère en paix avec la philosophie. Mais, vivre en paix avec la philosophie signifierait donc aussi et en même temps une sorte d'obsession infinie pour l'établissement du factuel, un renoncement à la traque du factice, la recherche d'un socle de données quasi naturelles qui pourraient fournir aux savoirs la légitimité de la science et à ceux qui les prononcent l'étrange et convoité prestige de l'anonymat.

De manière paradoxale, le « devenir-expert » semble le mot d'ordre qui s'empare toujours davantage de l'université (enseignants et étudiants ensemble : désormais l'enseignant n'expertise-t-il pas ses étudiants, poursuivant le style des évaluations auxquelles il est lui-même soumis et dont il dit souffrir ?) au moment même où est ressenti le coût politique de cette assignation des connaissances à comparaître dans l'espace de la gestion sociale, espace dont les limites sont celles de la répétition. Comme le disait très justement Gérard Granel : « même si un cri de revendication pour plus de liberté et de justice s'élève toujours, et peut-être plus fort que jamais... les exigences morales elles-mêmes ne peuvent être réellement « efficaces » qu'à l'horizon de la réalité moderne en tant que réalité productive »<sup>2</sup>. N'y a-t-il pas, effectivement inscrite au cœur même de la tâche expertale cette mission de reconduire ou de réinscrire (domestiquer, discipliner voire *disciplinariser*) tant le désir politique que l'impératif moral dans le cadre de services commandés (ou recommandés) par la production.

C'est contre cette situation qui *courbe* (expression de Granel) les savoirs et les pensées dans le sens de leur ajustement à la confirmation du monde tel qu'il est que *Philosophie et science de l'homme* voudrait agir en contribuant à la constitution d'un authentique espace public de débat d'autant plus désiré qu'il se voit toujours davantage refusé et raturé. Exagération, nous dira-t-on, quand on constate les nombreuses commandes (commandements ?) de recherches pluri ou transdisciplinaires et les incitations (ordres ?) faites aux divers chercheurs d'apprendre enfin à travailler ensemble. Il nous semble pourtant, dans ces propositions et dans ces aménagements, qu'il s'agit moins de favoriser des questionnements réciproques que de mobiliser la totalité des savoirs disponibles, chacun d'entre eux étant mis en demeure de prouver rapidement l'efficacité de sa spécialité au service d'un but unique qui est l'accroissement de la productivité. Il nous semble aussi qu'il s'agit là davantage de compétition interdisciplinaire pour l'obtention de labels de scientificité politiquement décernés que d'interrogations portées vers les lieux où s'origine la possibilité même des discours. En témoignent toutes les rectifications, réajustements, réformes imposés aux « spécialités » pour tendre ensemble vers ce qui pourrait les réunir voire les unifier par une sorte de neutralisation générale : l'oubli de leur histoire et d'une interrogation sur elles-mêmes.

En bref, *Philosophie et science de l'homme* voudrait apporter sa contribution à la reconstruction d'un authentique milieu issu de la vie active de la pensée et capable de faire face à un environnement devenu étranger et même hostile à toute attitude réflexive. Enjoins d'être tout tendus vers une extériorité définie par l'utile et l'immédiat, les savoirs n'ont guère le temps ni l'espace pour opérer le retour sur soi qui leur permettrait de vraies rencontres et d'authentiques dialogues ; rendus fébriles et soucieux d'obtention de validations externes qui confinent au harcèlement ou à la mise en demeure de rentabilité sous peine de comparaître au tribunal de l'évaluation, ils risquent de perdre le souci d'eux-mêmes et de leur sauvegarde en tant qu'exercices libres de pensée. Convaincue que c'est de l'intérieur de son activité que la

---

<sup>2</sup> Gérard Granel : « Les années trente sont devant nous », in *Etudes*, Paris, Galilée, 1995, p. 84.

pensée trouve ses propres exigences et se donne ses propres normes, qu'elle n'est pas l'exécutif de desseins qui lui sont étrangers, *Philosophie et science de l'homme* voudrait être l'un des lieux – parmi d'autres – affranchis des dispositifs actuels qui, selon l'expression de Husserl, en 1936, dans sa très actuelle *Krisis*, exigent que l'activité du chercheur « reste voilée à ses propres yeux ».

On l'aura bien compris, le terme « philosophie » ne désigne pas ici quelque domaine intellectuel séparé où s'exprimerait la consolation vis-à-vis d'un monde dont on triompherait superbement en pensée pendant que d'autres s'y abandonneraient et s'y perdraient. Il désigne une attitude qui, avant d'être une mise en accusation du monde positif, est d'abord une mise en examen des manières dont *nous* en parlons : librement ou liés à lui. En ce sens, les sciences de l'homme ne constituent pas, non plus, un simple domaine séparé où seraient décrites des positivités car l'exposition de celles-ci, dans la mesure où elle s'accomplit, exige cette même instruction.

Il y a – semble-t-il ? – longtemps (en 1904 !), Durkheim écrivait que « (les sciences sociales), une fois organisées, rendront avec des intérêts cumulés à la philosophie, les ressources qu'elles en ont reçues ». C'était penser juste, mais c'était aussi se poser la question du ressort de l'organisation de ces sciences comme condition de leur alliance avec la philosophie. Nul doute que dans l'esprit du sociologue cette organisation ne pouvait provenir d'autres forces que celles générées par les exigences propres à la science. Il nous semble que c'est le retour d'une intention semblable qui doit être organisé, ce qui serait aussi – et il n'y a pas là quelque pensée romantique – retrouver, en congédiant radicalement la compréhension managériale de la collaboration des disciplines, les autrement dures exigences de l'amitié intellectuelle, ce qu'on a pu aussi appeler « philosopher ».

Jacques MICHEL

## *Avant-propos*

Le numéro qui inaugure ici la reprise de la série « Philosophie et science de l'homme » est formé de regards divers sur la science ou plus exactement sur les manières dont nous en parlons, sur les usages que nous faisons de la notion et donc sur la qualité du rapport que nous entretenons avec le savoir.

Plus précisément les textes qui forment ce recueil visent à préciser les modalités par lesquelles la science, et plus exactement les sciences, deviennent des acteurs de la vie politique que ce soit par les questions qu'elles adressent à l'action politique et les changements qu'elles suscitent dans notre compréhension des valeurs publiques ou que ce soit par le nouage de rapports plus complexes tant sur le plan idéologique qu'institutionnel.

Ce thème permet de retrouver François Perroux et d'examiner la compréhension que celui-ci avait de la recherche dans le champ de la science économique. Daniel Dufourt nous le fait voir : pour Perroux, là où se prouve et s'éprouve la qualité des analyses conduites et des théories proposées par le spécialiste c'est un moment de jugement, un moment où les valeurs politiques, sociales et morales cherchent la possibilité de leur inscription. Regard épistémologique profond qui estime la recherche selon sa capacité à permettre aux valeurs de s'exposer, de se connaître et de se mieux comprendre.

Certes, ce qu'enseigne Perroux est une interrogation vive à partir des sciences humaines, mais – et Francis Sanseigne nous le montre – les sciences de la nature ont aussi leur place en cette affaire. Le souci des prix Nobel français de médecine en 1965 de reverser le prestige de leurs distinctions personnelles au bénéfice d'une parole élargie est exemplaire à cet égard par leur volonté de manifester les valeurs civiques et morales de la recherche scientifique et le renouvellement de l'humanisme qui en est le fruit.

C'est aussi sur ce rapport entre valeurs et connaissance que revient Mohamad Salhab qui interroge les réponses bien classiques données par Weber et qui analyse leur pertinence dans le monde d'aujourd'hui, occasion d'ailleurs pour cet *aujourd'hui* de se repenser à partir de l'antique et toujours bien vaillante notion de *prudence* et d'en retrouver toute la richesse. Car les rapports entre « le savant et le politique » sont, depuis l'époque moderne et dans leur accentuation grandissante sous nos yeux, d'une grande complexité où se nouent des alliances et des complicités susceptibles de brouiller tant nos catégories de jugement que nos pratiques.

Emmanuel d'Hombres aborde le problème en historien tant des sciences que des idées politiques. Il consacre son étude au *Solidarisme*, ce courant de pensée qui à l'articulation du XIX<sup>ème</sup> siècle et du XX<sup>ème</sup>, pensa trouver dans des schèmes issus de la biologie moderne les ressources lui permettant de proposer une théorie de la justice sociale en travaillant de nouvelles catégories juridiques. Quant à Loïc Villerbu c'est de la criminologie qu'il nous parle, en ses lieu et temps de naissance où les angoisses politiques, sociales et morales trouvèrent aide et assistance chez nombre de fondateurs de ce nouveau savoir grâce à leur quête obstinée de l'observation probante.

Nous-même, interrogeant l'appellation de « sciences juridiques » par laquelle sont aujourd'hui souvent nommées les études de droit, constatons la persistance effective de ce même dispositif « juridico-scientifique » où l'on voudrait trouver des faits auxquels on arrimerait solidement les normes. Oubliant les consignes et les avertissements tant d'un Husserl que d'un Kelsen, ce sont, à nos yeux, les idées tant du droit que de la science qui se trouvent mises en péril.

Enfin, Jean-Michel Roy se propose d'envisager, à partir de l'étude de ce nouveau nouage des savoirs que dispose la perspective des « sciences cognitives, les déterminations politiques du processus de production, de diffusion et d'application de la science. Insistant sur le moment décisif de l'institutionnalisation, il fait de ce terrain l'objet

d'une recherche susceptible de préciser ce qu'on peut entendre par « épistémologie politique ».

C'est d'ailleurs bien de cela qu'il s'agit dans ces contributions qui, à partir d'approches particulières, convergent vers cette idée de considérer l'activité scientifique comme une vie, une vie qui, comme telle, s'inscrit dans un environnement politique, social et culturel avec lequel elle noue des rapports et entretient un débat.

Jacques MICHEL

## ***SOMMAIRE***

Présentation par Jacques Michel

Avant propos par Jacques Michel

Sommaire

« L'avènement d'une épistémologie politique dans l'œuvre de François Perroux » par Daniel Dufourt

« La cérémonie et l'engagement : le soutien de trois prix Nobel de médecine au Planning Familial à l'automne 1965 » par Francis Sanseigne

« Logiques scientifiques et logiques politiques. Quelques remarques sur les problèmes de démarcation » par Mohamad K. Salhab

« Le programme solidariste au tournant du siècle dernier : entre science et politique » par Emmanuel d'Hombres

« Tourments et politiques. Les enjeux et les objets d'une criminologie contemporaine en sciences humaine » par Loïck Villerbu

« Propos sur l'expression de science *du* droit et sur la notion de sciences *juridiques* » par Jacques Michel

« Epistémologie politique et science cognitive » par Jean-Michel Roy